District de Condom, département du Gers.

Condom, ce 28 juin 1793, l'an II de la République française.

Citoyen Président,

Le directoire du district de Condom prit le 25 de ce mois un arrêté qu'il a fait passer à la Convention nationale, pour justifier la conduite que le citoyen Ichon, représentant du peuple, a tenue dans son ressort pendant le temps de sa commission. Des affaires domestiques avaient nécessité de ma part une absence momentanée. Rendu à mon poste, j'ai vu avec douleur que je n'avais pu prendre part à une délibération qui doit venger le citoyen Ichon des inculpations atroces et calomnieuses du département du Gers. J'ai été plus que tout autre le témoin de ses discours au peuple ; partout, il a prêché les droits de l'homme, le respect dû aux personnes et aux propriétés, en un mot, le plus pur républicanisme ; mais ce système peut n'être pas celui de la plupart des administrateurs du Gers. Deux assemblées qu'ils ont convoquées à quelques jours de distance l'une de l'autre, et qui étaient formées de deux commissaires de chaque district, prouvent évidemment leurs mauvais principes. Dans la première, où je fus envoyé à titre de commissaire du district de Condom, il fut proposé de dénoncer Ichon et Chabot comme des anarchistes et des désorganisateur. Je me départis avec mon collègue Sautiran de cette délibération, et je peignis avec sensibilité et énergie la vive émotion que faisait naître dans mon âme une conduite aussi injuste, aussi irrégulière. Je vis dès ce moment se former une coalition de certains départements contre la Convention nationale. Je ne peux retenir mon indignation, et après avoir vengé, autant qu'il était en moi le citoyen Ichon des outrages faits à ce digne représentant du peuple, et après avoir témoigné ma surprise de la dénonce faite contre le citoyen Chabot qui n'a mis nulle part le pied sur le territoire du département, je me retirai avec mon collègue qui refusa, comme moi, de signer l'adresse en dénonciation contre les citoyens Ichon et Chabot, que deux commissaires furent chargés de porter à la Convention. Voilà, citoyen Président, ce qui doit prouver que je ne sais pas partager les sentiments du département du Gers, et que, pénétré des mêmes principes que vient de vous exprimer le directoire du district de Condom dans l'arrêté du 25 de ce mois, j'ai en horreur le fédéralisme et toute coalition qui attenterait à l'unité et à l'indivisibilité de la République. La Convention nationale, voilà mon point de ralliement. Je cesserais d'être, plutôt que d'en méconnaître l'existence et la légalité. Combien il m'est doux de pouvoir vous assurer que toutes les Communes du district de Condom partagent mon opinion.

Jean-Philippe Laroche, président du district de Condom